

ENQUÊTE ÉLECTORALE FRANÇAISE 2017

Macron plafonne, Le Pen consolide

A six semaines de l'élection présidentielle, les deux candidats font la course en tête, talonnés par Fillon

Etrange campagne, décidément. Deux enquêtes – la nouvelle vague de l'enquête électorale du Centre de recherches de Sciences Po (Cevipof), réalisée du 1^{er} au 5 mars, et une enquête complémentaire effectuée auprès d'un échantillon de 1000 personnes, les 6 et 7 mars – témoignent que le tohu-bohu du mois de février et de ces derniers jours autour de l'« affaire Fillon » n'a pas modifié sensiblement les intentions de vote des Français.

Fillon résiste Outre un niveau de mobilisation électorale historiquement faible, le premier enseignement de ces enquêtes est que le candidat du parti Les Républicains a tenu le choc face à la tempête déclenchée par l'affaire Fillon. Il avait fortement accusé le coup début février, en chutant à 18,5 % des intentions de vote, en baisse de 6,5 points par rapport à janvier et de près de 10 points depuis sa victoire à la primaire de la droite.

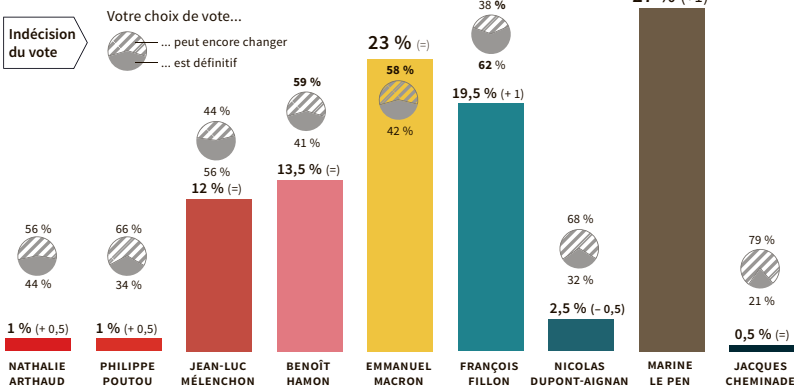
Dans l'enquête électorale du Cevipof réalisée du 1^{er} au 5 mars, il ne se tasse que d'un point seulement, à 17,5 % et avec des électeurs déterminés puisque 62 % d'entre eux assurent que leur choix est définitif, soit un taux très supérieur aux électorats de Jean-Luc Mélenchon et surtout d'Emmanuel Macron et Benoît Hamon. En outre, si une très large majorité des Français (77 %) estiment que François Fillon a eu tort de maintenir sa candidature à l'élection présidentielle, un socle solide d'électeurs des Républicains (56 %) estime qu'il a eu raison de persévérer.

Enfin, selon l'enquête actualisée les 6 et 7 mars, au lendemain du meeting parisien des partisans de M. Fillon, de l'effacement définitif d'une hypothèse Alain Juppé et de la confirmation par Les Républicains de leur soutien à leur candidat, François Fillon retrouve 19,5 % des intentions de vote, soit une progression d'un point par rapport à début février. Cette remontée se fait, comme dans des vases communicants, entièrement au détriment d'Emmanuel Macron.

Intentions de vote au premier tour

Si le premier tour de l'élection présidentielle avait lieu dimanche prochain, quel serait le candidat pour lequel il y aurait le plus de chances que vous votiez ?

EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER ET EXPRIMÉES
ET ÉVOLUTION PAR RAPPORT À LA VAGUE DU 7-12 FÉVRIER, EN POINTS



SOURCE : CEVIPOF, IPSOS - SOPRA STERIA, LA FONDATION JEAN JAURÈS ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE. Échantillon de 15 887 personnes inscrites sur les listes électorales, constituant un échantillon national représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus dont 10 854 personnes certaines d'aller voter à la présidentielle. Sondage effectué du 1^{er} au 5 mars puis actualisé du 6 au 7 mars auprès d'un échantillon de 1 000 personnes.

Le Pen consolide La candidate du Front national continue à renforcer sa position de favorite du premier tour. Non seulement, avec 27 % des intentions de vote, elle progresse d'un point par rapport à début février et fait, plus que jamais, la course en tête. Mais elle voit également se renforcer la détermination de son électorat : 76 % (en hausse de 2 points en un mois) des Français qui ont l'intention de voter pour elle assurent que leur choix est définitif, soit un taux bien supérieur à celui des autres candidats (Fillon 62 %, Mélenchon 56 %, Macron 42 % et Hamon 41 %). En termes d'image, enfin, elle n'est plus la championne des appréciations négatives des Français : 60 % d'entre eux ne l'« aiment pas », contre 64 % pour M. Fillon.

Macron plafonne Le ralliement du centriste François Bayrou, le

Dans l'hypothèse d'un duel Le Pen-Macron, la candidate du Front national serait battue

soutien de l'écologiste Daniel Cohn-Bendit, enfin la présentation, très attendue, de son projet – ainsi que les difficultés du candidat de la droite – ont tout d'abord bénéficié au candidat d'En marche ! Dans l'enquête du Cevipof réalisée du 1^{er} au 5 mars, au plus fort de la crise dans le camp de François Fillon, Emmanuel Macron recueille 25 % des intentions de vote, en progression de 2 points par rapport à début février, de 4 points par rapport à début janvier et de près de 10 points par rapport au mois de décembre 2016. Cette progression résultait notamment de transferts d'électeurs de M. Fillon et d'un surcroît de mobilisation en sa faveur. Depuis la confirmation et la relance de sa candidature par M. Fillon, le candidat d'En marche ! a reperdu ces 2 points et est retombé à 23 % d'intentions de vote. Il ne devance plus François Fillon que de 3,5 points,

contre 7,5 points quelques jours auparavant. Enfin, si la fidélité des électeurs macronistes s'est consolidée (42 %, en hausse de 9 points, assurent que leur choix est définitif), elle reste encore très friable.

Les gauches stagnent Le ralliement en sa faveur de l'écologiste Yannick Jadot, dont il est pourtant le principal bénéficiaire, n'a pas permis au candidat socialiste, Benoît Hamon, de donner à sa campagne l'élan qui lui manque. Avec 13,5 % des intentions de vote, il ne décolle pas du niveau qu'il avait acquis au lendemain de sa victoire à la primaire de la Belle Alliance populaire.

En outre, 59 % de ses électeurs potentiels déclarent qu'ils peuvent encore changer d'avis. Le candidat de La France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, enregistre la même stagnation : il recueille 12 % des intentions de vote, sans chan-

gement par rapport à début février. Tout semble se passer, pour les deux candidats de gauche, comme si leur campagne n'imprimait pas dans l'esprit des électeurs.

Première image du second tour Pour la première fois depuis le début de l'enquête électorale, les Français ont été interrogés sur le second tour. Dans les deux hypothèses – ce stade les plus vraisemblables – un duel Le Pen-Macron ou Le Pen-Fillon –, la candidate du Front national serait battue : largement par Emmanuel Macron qui recueillirait 62 % des voix, moins nettement par François Fillon, crédité de 55 % des voix. Mais les niveaux d'abstention ou de démobilitation de chaque électeur peuvent modifier très sensiblement, dans la réalité, ces rapports de force.

GÉRARD COURTOIS

François Fillon, en difficulté, parvient à limiter l'hémorragie

Semaine après semaine, depuis près de trois mois, le candidat de la droite voit une partie de son électorat lui échapper

Fort de sa victoire sans appel contre Alain Juppé en novembre 2016, François Fillon était alors crédité de 29 % d'intentions de vote dans la neuvième vague de l'enquête électorale du Centre de recherches de Sciences Po (Cevipof), réalisée par Ipsos-Sopra Steria.

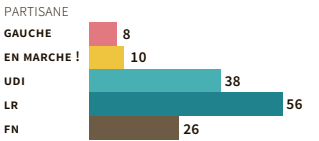
Depuis, le candidat Les Républicains ne cesse de voir, semaine après semaine, son électorat fuir vers d'autres horizons. Si le mouvement de décrochage semble s'être stabilisé début mars, il aura conduit au total à une perte de 11,5 points de pourcentage en trois mois. Trois séquences clés ont précipité cette chute.

Après l'euphorie de sa victoire à la primaire, François Fillon perd, entre décembre et janvier, 4 points d'intentions de vote pour se maintenir toujours en tête du premier tour, mais seule-

Le vote Fillon se reporte en partie sur Macron et l'abstention

Après l'annonce de sa convocation par les juges en vue d'une mise en examen, diriez-vous que Fillon a eu raison de maintenir sa candidature ?

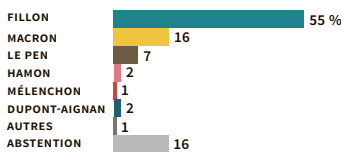
EN % DES RÉPONSES POSITIVES, SELON LA SYMPATHIE PARTISANE



SOURCE : CEVIPOF, IPSOS - SOPRA STERIA ET LE MONDE

Transferts d'intention de vote

entre décembre 2016 et mars 2017
EN % DES PERSONNES CERTAINES D'ALLER VOTER
ET QUI VOTAIENT FILLON EN DÉCEMBRE



ment avec 25 %. S'il conserve encore 77 % d'électeurs fidèles, il ne parvient pas à empêcher 9 % de ses soutiens de choisir l'abstention, 6,5 % Emmanuel Macron, et 4 % Marine Le Pen.

La mise en route de sa campagne présidentielle contrarie par

des hésitations ou un recadrage sur ses propositions de remboursement limité de certains risques santé par la Sécurité sociale clôt une première séquence chaotique.

Fin janvier, les révélations du *Canard enchaîné* sur les rémuné-

rations liées à l'emploi de son épouse comme assistante parlementaire exposent François Fillon à une perte massive de 6,5 points de pourcentage, au profit de l'abstention (12 %), d'Emmanuel Macron (12 %) et de Marine Le Pen (5 %).

L'obstination du candidat de la droite face à sa propre famille politique et ses lignes de défense ont, semble-t-il, contribué à créer une forme de résilience au sein de son électorat, réduit en mars 2017 à 17,5 % des personnes interrogées, soit une baisse de 1 point en quatre semaines, même si le dénouement judiciaire de l'affaire n'est attendu que pour le 15 mars. L'hémorragie semble interrompue au prix d'un éclatement du vote de droite qui, rappelons-le, correspondait peu ou prou à 40 % de l'électorat français aux élections régionales de décembre 2015.

En l'espace de trois mois, François Fillon aura donc perdu 40 % de ses soutiens, de telle sorte que seuls 55 % des électeurs qui le soutenaient en décembre sont encore disposés à voter pour lui en mars. En préférant l'abstention (16 %) et le candidat d'En marche !

(16 %) et dans une moindre mesure le parti frontiste (7 %), les décrocheurs du vote Fillon manifestent clairement un ancrage sur l'aile centriste, refuge naturel des électeurs d'Alain Juppé à la primaire et ce, depuis le ralliement de François Bayrou à Emmanuel Macron.

Mais une autre frange de son électorat potentiel a rejoint les rangs des abstentionnistes, obligeant le candidat LR à définir une stratégie électorale complexe de reconquête auprès de deux cibles électorales difficilement réconciliables. Les abstentionnistes de droite se mettant en dehors du jeu présidentiel, les néo-macronistes étant séduits par une figure politique alternative de plus en plus crédible pour atteindre le second tour.

MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

Ces électeurs manquants qui ont la clé du scrutin

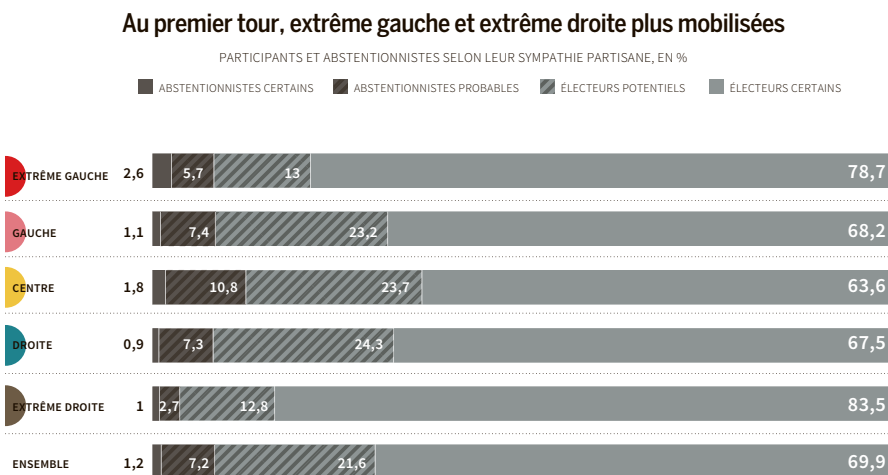
L'abstention telle qu'estimée aujourd'hui pourrait battre des records pour une élection présidentielle

Cinq millions d'électeurs sont en voie de disparition. Si le taux de participation était conforme à ce qu'il est habituellement lors d'une élection présidentielle, ceux-ci se déplaceraient pour voter. Mais aujourd'hui, ils déclarent vouloir s'abstenir. Pour souligner un problème central mais ignoré, les Anglo-Saxons disent qu'il y a « un éléphant dans la pièce ». En France, en 2017, un éléphant a bien quitté la pièce, et personne ne semble s'en apercevoir.

Que ces électeurs s'abstiennent réellement, et ce serait un signe de dévitalisation de notre démocratie. Qu'ils votent finalement, et ce pourrait modifier les rapports de force – au premier comme au second tour. Il faut donc regarder avec attention l'autre côté du miroir, non pas ceux qui votent mais ceux qui ne sont pas sûrs, à des degrés divers, d'aller voter.

Quel est le niveau d'abstention estimé ? A un peu plus de six semaines du premier tour de l'élection présidentielle, l'abstention se situerait aux alentours de 32 %. Un niveau dramatiquement élevé si on le compare aux précédents scrutins présidentiels. En effet, seule l'élection présidentielle a résisté à cette augmentation tendancielle de l'abstention que nous connaissons depuis trente ans – avec un bond de 15 à 25 points selon les élections.

Depuis 1974, l'abstention tourne autour de 20 %. Parfois un peu au-dessus comme en 1995 ou 2012, parfois un peu au-dessous comme en 1974, 1981, 1988, ou 2007. La seule exception est l'élection présidentielle de 2002 qui, avec une abstention de 29 %, se rapproche des tendances de 2017. Par ailleurs, si on regarde non pas le taux d'abstention final mais le taux d'abstention à un mois et demi du scrutin, que constate-t-on ? D'une part, que le déficit actuel de votants se confirme mais dans des proportions plus élevées – de l'ordre de 13 points (mars 2012) à 17 points (mars 2007). D'autre part, que les



Sur une échelle 0-10, les personnes interrogées ont indiqué leur intention d'aller voter au 1^{er} tour de l'élection présidentielle. Les abstentionnistes certains correspondent aux personnes ayant répondu 0 (2 %), les abstentionnistes probables sont ceux ayant répondu de 1 à 6 (10 %), les électeurs potentiels sont ceux ayant répondu de 7 à 9 (20 %) et les électeurs certains sont ceux ayant répondu 10 (68 %).

SOURCE : CEVIPOF, IPSOS - SOPRA STERIA, FONDATION JEAN JAURÈS ET LE MONDE - INFOGRAPHIE LE MONDE

quatre à cinq derniers jours de campagne n'ont aucun effet mécanique sur l'augmentation de la participation.

Ajoutons à cela un paradoxe propre à 2017 : les inscriptions sur les listes ont été dynamiques en 2016 (825 000 personnes selon l'Insee), l'intérêt pour l'élection est fort (à 80 %, il est en progression par rapport aux élections précédentes), mais la participation reste faible.

Quelle est la figure de l'abstention ? Dans cette vague d'enquêtes, nous observons trois types d'abstentionnistes : les certains (2 % du corps électoral), les probables (10 %) et les participants potentiels (20 %). Pour comprendre les logiques sociodémographiques qui expliquent leur indécision du moment, regardons d'abord des variables qui ne

comptent guère, peut-être à rebours des idées préconçues : les citoyens votent autant quel que soit leur niveau de diplôme ou le lieu de résidence.

Il y a des variables qui comptent un peu – avec des écarts aux alentours de 5 points entre les catégories. Ainsi, les hommes s'abstiennent davantage que les femmes ; les titulaires de CDD plus que ceux de CDI ; les ouvriers et employés plus que les cadres supérieurs ; les célibataires plus que ceux qui vivent en couple.

Puis il y a trois variables qui comptent beaucoup : le niveau de revenu, avec 12 points de participation d'écart selon que l'on gagne moins de 1250 euros ou plus de 3500 euros ; l'âge, avec un écart de 19 points entre les 18-35 ans et les plus de 65 ans ; la proximité partisane, pas tellement entre les grands partis – même si l'on doit

souligner, ce qui n'est pas rien, une surmobilisation frontiste et une sous-mobilisation socialiste – mais, surtout, entre ceux qui sont proches d'un parti et ceux qui ne le sont pas – 24 points de participation de moins que les sympathisants FN...

Quelles sont les motivations de l'abstention ? Lorsque l'on interroge les Français qui ne sont pas sûrs de se rendre aux urnes, rares sont ceux qui invoquent des motifs témoignant d'une rupture par rapport au processus électoral, tels que la non-inscription sur les listes, le désintérêt pour la politique ou l'abstention de principe. Il s'agit donc davantage d'une abstention « dans le jeu » que d'une abstention « hors du jeu ».

Le premier motif est l'insatisfaction – « aucun candidat ne me paraît convaincant » –, et cette in-

satisfaction est d'abord celle des modérés. Dans une offre électorale dans laquelle les Français placent les candidats du parti Les Républicains et du Parti socialiste très à droite et très à gauche sur l'échiquier politique, les abstentionnistes modérés – ceux qui se disent au centre – semblent désemparés face à la seule candidature d'Emmanuel Macron. Le deuxième motif est la colère – « manifester votre mécontentement » –, et cette colère concerne surtout la partie des retraités qui ne votent pas. Le troisième motif est l'inutilité – « cela ne changera rien » –, et ce désabusement est avant tout partagé par ceux dont la vie est rude, les jeunes, les ouvriers, les employés, ceux qui disent s'en sortir « très difficilement », ceux qui connaissent au fond une forme de déclassement social.

MÉTHODOLOGIE

L'ENQUÊTE

L'enquête électorale du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof) a été réalisée par Ipsos-Sopra Steria en partenariat avec la Fondation Jean-Jaurès et Le Monde. Le panel de 15 887 personnes inscrites sur les listes électorales, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, dont 10 854 personnes certaines d'aller voter à l'élection présidentielle, a été interrogé par Internet du 1^{er} au 5 mars. Une enquête complémentaire a été réalisée par Ipsos-Sopra Steria auprès d'un échantillon de 1 000 personnes les 6 et 7 mars.

Reste à savoir quels seraient les effets d'une remobilisation d'ici au premier tour, dimanche 23 avril. Question difficile, car la mobilité électorale ne concerne pas seulement les intentions de vote mais aussi les intentions de voter – autrement dit, les abstentionnistes de mars ne seront pas les mêmes que ceux d'avril. Question décisive malgré tout, car l'entrée dans le vote de plusieurs millions d'électeurs pourrait infléchir les résultats.

Parmi les personnes interrogées, une majorité nette de celles qui sont le plus proche du vote – s'autopositionne à droite (45 %) et une petite minorité à gauche (32 %).

Plus que jamais, les effets d'une mobilisation de dernière minute (à l'instar de celle observée lors des primaires à droite et à gauche) ouvrent le jeu d'un rapport de forces sans doute plus serré dès le premier tour.

■ GILLES FINCHELSTEIN
(DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FONDATION JEAN-JAURÈS)
ET MARTIAL FOUCAULT
(DIRECTEUR DU CEVIPOF)

A Roubaix, « il y en a même qui revendiquent de ne pas aller voter »

Dans cette ville du Nord, surnommée « capitale de l'abstention », les habitants ne montrent guère d'enthousiasme pour se déplacer aux urnes

REPORTAGE

ROUBAIX (NORD) - envoyé spécial

Farhi Rabah, 49 ans, enrage. « J'ai toujours voté depuis mes 18 ans, mais là, franchement, je suis de plus en plus dégoûté par les politiques. » A Roubaix, cette parole n'est pas rare. Dans cette ville du Nord, ancien bastion de l'industrie textile dont ne subsistent aujourd'hui que les nombreuses usines en brique reconverties en lieux culturels, commerces ou lofts, les élections ne mobilisent plus : sept électeurs sur dix à la dernière présidentielle en 2012, à peine quatre sur dix aux municipales de 2014. Au point que Roubaix, un peu moins de 100 000 habitants et ville parmi les plus pauvres de France, a parfois été surnommée « capitale de l'abstention ».

« On n'est que des pions, poursuit Farhi Rabah. Regarde les ouvriers, c'est eux qui font tourner la France et rien n'a changé pour

eux depuis cinq ans. Ils vivent toujours dans la misère avec 1 000 euros par mois. » Aucun candidat à la présidentielle ne trouve grâce aux yeux de cet habitant du Pile, un quartier populaire de Roubaix fait d'étroites maisons de brique. « Le dernier président correct, c'était Mitterrand. » Alors Farhi Rabah le dit tout net : « Je voterai blanc aux deux tours, je m'en fous de Marine Le Pen. » Et puis, lui, le fils d'une Française et d'un Kabyle, trouve que la présidente du Front national a « de bonnes idées ». « C'est son programme trop porté sur l'immigration qui m'empêche de voter pour elle. »

Sofiane Bensalem s'en moque également, des bons sondages pour Marine Le Pen. Pour lui aussi, ce sera abstention aux deux tours. « Si elle est élue, qu'est-ce que ça peut me faire, à moi, petit intérimaire ? Je ne me sens pas concerné. Qu'elle passe ou non, ça risque de ne rien changer », lâche froidement ce Roubaisien de 24 ans.

A l'Alma, quartier populaire à la périphérie nord de Roubaix, le mercredi, c'est jour de marché. Chantal Darques s'agite derrière un étal de poissons. Pas de lotte ni de bar d'élevage, plutôt du merlan et de la sardine à 4 ou 5 euros le kilo. Elle aussi affirme avoir toujours voté. Mais là, elle « ne pense pas y aller ». « Il n'y a rien qui me convient, je suis très très déçue par la politique. Si j'y vais, je voterai blanc », assure cette femme de 62 ans qui est sortie de sa retraite pour arrondir ses fins de mois.

« Abstention active »

Quelques militants tentent néanmoins de lutter contre l'abstention. Bruno Lestienne, salarié du collectif de quartier de l'Hommelet, a lancé la campagne « Je pense donc je vote » lors du second tour Chirac-Le Pen, en 2002. Porte-à-porte, vidéos, cafés citoyens... il n'a depuis cessé de convaincre les Roubaisiens à s'inscrire sur les listes électorales. Mais, il l'avoue,

lassitude et impuissance commencent à l'emporter. « Ces dernières années, l'abstention est vraiment affirmée », constate-t-il. Les habitants sont en attente de solutions immédiates qui ne viennent pas, et donc la déception est plus grande ».

Ali Rahni, de son côté, milite au sein de l'association Nouveau regard sur la jeunesse. « J'entends de plus en plus de Roubaisiens nous dire : "Rien à foutre, voter ça ne

changera rien pour moi", explique cet éducateur spécialisé. Les gens sont désabusés, il y en a même qui font de l'abstention active, qui revendiquent de ne pas aller voter. » Dans les semaines à venir, l'association distribuera 10 000 tracts, collera des affiches et fera campagne sur Facebook pour inciter les Roubaisiens à voter.

Eux pensent voter blanc au second tour, dans l'hypothèse où leur favori ne serait pas Thierry Fillon le 7 mai. Comme Thierry Maricourt, venu aux Trois-Points, un quartier du sud de Roubaix, vanter le programme de Jean-Luc Mélenchon. « Si on a un second tour Fillon-Le Pen, je ne peux pas prendre position », soutient le sympathisant de La France insoumise, alors que deux pelleteuses s'emploient, non loin de là, à faire disparaître les gravats de deux tours d'habitation. « En 2002, pourtant, j'avais voté Chirac sans hésitation. » Bénédicte Allard aussi. Elle se souvient. « Mais

Fillon, c'est pire que Chirac, il a des propositions trop extrêmes, fait valoir cette chargée d'opérations dans l'immobilier. Et puis là, avec les dernières affaires, je suis écoeurée par la tournure que prend la campagne. »

Attalé au café Le Broutteux, près de la station de métro Euro-téléport, Jonathan Delecroix, 35 ans, a toujours voté à gauche. « Je suis un enfant de 1981 », justifie-t-il. Mais si Emmanuel Macron, le candidat qu'il soutient « par stratégie », n'était pas qualifié pour le second tour, il ne répondrait pas aux appels à faire barrage au FN. « J'ai voté contre Le Pen en 2002, mais là, je voterai blanc. Je n'aurais pas la malhonnêteté intellectuelle de soutenir Fillon, le candidat du ni-ni, argue ce médiateur social en milieu scolaire. Les choses ont changé depuis quinze ans, les frontières entre la droite et l'extrême droite sont moins claires. »

■ NICOLAS LEPELTIER

« Avec les dernières affaires, je suis écoeurée par la tournure que prend la campagne »

BÉNÉDICTE ALLARD chargée d'opérations dans l'immobilier